

Le Budget

le ministre à la télévision au cours des quatre ou cinq dernières années, et j'ai toujours été impressionné par son intelligence et son esprit. Je l'inviterais donc à concentrer son esprit sur cette question, et j'espère obtenir une réponse.

Comment l'addition de 100 milliards de dollars à la dette fédérale au cours des trois prochaines années va-t-elle se répercuter sur le plan de reconstruction de l'industrie de la pêche de la côte est de même que sur l'industrie de nouvelle technologie dont il parle et qui est en train d'apparaître dans cette région?

M. Tobin: Monsieur le Président, le député veut une réponse, et je vais lui en donner une.

Renversons la proposition. Ce que le député suggère, en fait, c'est qu'au lieu d'ajouter 100 milliards de dollars à la dette, en voulant parler d'un déficit de 30 milliards en moyenne au cours des trois prochaines années, ou un peu plus de 100 milliards après trois ans, nous devrions réduire encore les dépenses de 100 milliards. N'est-ce pas vrai? Je vois tout le monde faire oui de la tête, sauf le chef du Parti réformiste. Il est un peu plus prudent.

En réduisant les dépenses de 100 milliards, nous commençons bien sûr, d'après le député. . .

M. Ramsay: Répondez à ma question.

M. Tobin: Je suis en train d'y répondre. Le député n'aime tout simplement pas la réponse. Nous commencerions bien sûr par supprimer la dépense de 2 milliards pour les pêcheurs et les travailleurs des usines de transformation. Voilà ce que souhaite le député. Nous supprimerions ensuite toutes les prestations d'assurance-chômage, de sorte qu'il n'y aurait plus de régime d'assurance-chômage. Nous commencerions ensuite à réduire les services d'assurance-maladie en en supprimant le principe d'universalité et en veillant à ce que les gens paient—il fait signe que oui—leur part. Et, bien sûr, une fois que nous en aurions terminé avec l'assurance-maladie, nous éliminerions ensuite toutes les subventions de développement régional, de sorte que les habitants des régions où le chômage est le plus élevé seraient livrés à leurs propres ressources. Pour finir, nous abandonnerions tout simplement à Walmart les clés du Parlement et la notion de gouvernement responsable envers le Parlement.

• (1615)

Le Parlement du Canada n'est pas McDonald's ni Walmart. Il incombe au gouvernement d'utiliser les outils et les ressources du pays pour façonner le pays et lui donner une orientation, et on ne façonne pas un pays en abandonnant la politique gouvernementale aux comptables. Nous ne ferons pas ça.

M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest): Monsieur le Président, si je veux parler de la politique budgétaire gouvernementale que le ministre des Finances a présentée le 22 février dernier, c'est surtout pour exprimer ma profonde déception et mes inquiétudes quant aux répercussions qu'aura le budget de 1994 sur les plans fiscal et humain.

La vérité brutale, c'est que le budget ne met pas un frein aux dépenses fédérales excessives ni au déficit ou à la dette de notre pays. Il ne nous donne pas non plus de moyens de le faire dans l'avenir. En fin de compte, les prévisions de dépenses pour 1994-1995 s'élèvent à 164 milliards de dollars, soit trois milliards de plus que la somme dépensée en 1993-94. Le déficit fédéral pour 1994-95 représente 40 milliards de dollars ou 5,4 p. 100 du PIB, et les plans de dépenses du gouvernement viennent encore grossir de 100 milliards de dollars la dette fédérale au cours des trois prochaines années, dette qui atteint déjà 511 milliards de dollars.

Finalement, l'amélioration de notre situation financière annoncée par le gouvernement actuel n'est rien de plus que l'amélioration qu'il prévoit pour les années à venir, ses prévisions n'étant toutefois pas plus crédibles que celles de son prédécesseur.

Si je suis déçu et préoccupé, voire alarmé, c'est à cause des répercussions que ce budget aura sur le plan humain. Parce qu'il n'enraye pas les dépenses excessives, ce budget n'offre aucun espoir d'allègement fiscal aux millions de contribuables déjà grandement accablés; en fait, il ne leur laisse entrevoir rien d'autre que de futures hausses d'impôt.

Parce que le budget grossit encore la dette fédérale de 100 milliards de dollars au cours des trois prochaines années, il nous prive encore de 3 à 6 milliards de dollars de recettes annuelles qu'il nous faudra verser pour payer les intérêts sur cette dette. L'aide financière fédérale pour la santé, l'éducation et les pensions continuera donc de se détériorer—ce qui ne laisse rien présager de bon pour les bénéficiaires des services visés.

Parce que le budget ne règle pas le problème du déficit et du fardeau fiscal excessif des Canadiens, il envoie un message extrêmement négatif aux créateurs d'emplois du secteur privé. Finalement, le budget décourage la création d'emplois par le secteur privé, ce qui est de mauvais augure pour les 2,5 millions de Canadiens qui sont chômeurs ou sous-employés.

En résumé, quand on fait abstraction des belles paroles et de l'optimisme inspiré par des considérations politiques qui sont contenus dans le budget, on constate que celui-ci est un échec de premier ordre, un échec qui se répercutera le plus durement sur les contribuables, les bénéficiaires de services sociaux, les chômeurs et les personnes sous-employées.

Si tel est le verdict, il convient que, comme députés, nous nous posions la question suivante: si le gouvernement du Canada était une grande société par actions ayant 27 millions d'actionnaires; si nous étions ses administrateurs et que nous ayons reçu des états financiers déclarant des pertes pour la 21^e année consécutive, pertes qui s'élèvent cette fois-ci à 40 milliards de dollars; si notre bilan affichait une dette d'un demi-billion de dollars; si la Chambre était la salle du conseil de cette société et que nous nous réunissions aujourd'hui, un bon nombre d'entre nous étant de nouveaux administrateurs, légalement responsables envers nos actionnaires des mesures financières qui s'imposent, comment réagirions-nous?

Nous savons que certains choisiraient simplement de fermer les yeux. Ils diraient qu'un déficit de 40 milliards, ce n'est pas si mal, que nous pouvons continuer d'emprunter, que les prêteurs